

A S S E M B L É E N A T I O N A L E

1 7 ^e L É G I S L A T U R E

Compte rendu

Commission des affaires étrangères

– Audition, ouverte à la presse, du cacique Tau Metuktire, chef du peuple Kayapo et petit-fils du cacique Raoni Metuktire, sur les enjeux de préservation de la biodiversité, de la protection de la forêt et de la défense des droits des peuples autochtones 2

Mercredi
4 juin 2025
Séance de 11 heures

Compte rendu n° 70

SESSION ORDINAIRE 2024-2025

Présidence
de M. Bruno Fuchs,
Président



La commission procède à l'audition, ouverte à la presse, du cacique Tau Metuktire, chef du peuple Kayapo et petit-fils du cacique Raoni Metuktire, sur les enjeux de préservation de la biodiversité, de la protection de la forêt et de la défense des droits des peuples autochtones.

La séance est ouverte à 11 h 10.

Présidence de M. Bruno Fuchs, président.

M. le président Bruno Fuchs. Chers collègues, nous avons l'honneur d'accueillir le cacique Tau Metuktire, chef du peuple Kayapo et petit-fils du cacique Raoni Metuktire, figure emblématique de la lutte pour la protection de la forêt amazonienne et de la défense des droits des peuples autochtones. Je remercie tout particulièrement notre collègue M. Jean-Louis Roumégas, qui est à l'origine de cette invitation. Le cacique Raoni devait être présent parmi nous ce matin mais son état de santé ne lui permet malheureusement plus d'entreprendre de longs voyages.

Cacique Tau Metuktire, vous êtes originaire d'une terre indigène protégée au Brésil. Votre grand-père et vous-même vous êtes illustrés dans la lutte pour la préservation de la forêt amazonienne et de la culture indigène. Nos concitoyens ont découvert votre peuple et votre cause en 1978, à la faveur de la sortie du film *Raoni* de Jean-Pierre Dutilleux et Luiz Carlos Saldanha, puis en octobre 1988, lorsque votre grand-père a participé avec le chanteur Sting à une conférence de presse de la tournée *Human Rights Now !* d'Amnesty International, avant d'effectuer de nombreux déplacements internationaux destinés à sensibiliser l'opinion publique. Le cacique Raoni a ainsi permis au combat du peuple Kayapo de connaître une notoriété mondiale.

Nous sommes aujourd'hui désireux de vous entendre et d'échanger avec vous à propos des enjeux de préservation de la biodiversité, de protection de la forêt et de défense des droits des peuples autochtones. L'Amazonie est traversée par le fleuve le plus important du monde en débit, et le deuxième en longueur. L'écosystème autour du fleuve Amazone se trouve malheureusement mis en péril par la déforestation. Grâce au combat de votre peuple, seul 0,15 % du territoire Capoto-Jarina, où vivent 1 600 personnes, a été touché par ce fléau qui s'abat sur la forêt amazonienne.

L'année 2025 est celle de la saison France-Brésil, qui offre à nos deux pays l'occasion de renforcer leurs réponses communes aux grands défis politiques, sociaux et écologiques. La 30^{ème} conférence des parties sur le climat (COP30), qui pour la première fois se déroula en Amazonie brésilienne en novembre prochain, constituera à n'en pas douter un rendez-vous absolument déterminant. Pour en assurer le succès, il nous appartient de mobiliser nos opinions et votre présence parmi nous y contribuera.

Excellence, je vous cède la parole pour une dizaine de minutes, puis les membres de la commission pourront vous adresser leurs questions.

Cacique Tau Metuktire, chef du peuple Kayapo et petit-fils du cacique Raoni Metuktire. Mesdames et messieurs, je suis honoré de représenter ici le peuple Kayapo et mon grand-père, le cacique Raoni. Prendre la parole devant vous revêt une grande importance pour mon peuple et pour moi-même, et je remercie le député Jean-Louis Roumégas d'avoir rendu possible cette rencontre.

Notre peuple est parvenu à préserver sa culture, sa forêt et son territoire. Aujourd'hui, nous aspirons à vivre en paix, à assurer la protection de notre territoire et à permettre à notre communauté de ne plus subir l'invasion des agriculteurs et des orpailleurs. La déforestation croissante autour de nos terres entraîne de graves conséquences, non seulement pour notre peuple mais pour le monde entier. C'est la raison pour laquelle faire entendre notre voix, exprimer devant vous nos revendications, est déterminant pour assurer notre protection face aux menaces qui nous entourent.

Je souhaite vous exposer, bien que le portugais ne soit pas ma langue maternelle, la situation dans notre territoire. Notre survie dépend intrinsèquement de notre terre, de notre territoire et de l'eau. La préservation de la forêt est par conséquent une affaire vitale pour nous. Nos modes de vie diffèrent radicalement des vôtres : l'élevage de bétail et la consommation de viande sont primordiaux pour vous, tandis que notre culture suit des voies totalement différentes.

Mon grand-père Raoni s'efforce depuis longtemps de sensibiliser le monde à l'importance de préserver nos territoires. Malheureusement, sa santé décline aujourd'hui, et il m'appartient de prendre le relais de son combat afin de continuer à transmettre son message et de solliciter votre soutien, qui nous est indispensable. Vous avez en effet le pouvoir de nous aider à obtenir plus de respect, notamment de la part des agriculteurs et des hommes politiques brésiliens, et à faire comprendre que notre culture, notre langue et notre mode de vie méritent respect et protection.

L'un des enjeux les plus importants pour nous concerne la délimitation des territoires. À ce jour, le territoire de Capoto-Jarina n'a toujours pas été délimité. C'est pourtant là que se trouve le cimetière de ma famille et de nos ancêtres. Le processus reste au point mort bien que toutes les études requises aient été réalisées. La démarcation de notre territoire était le combat de mon grand-père mais aujourd'hui ses forces l'ont abandonné, et c'est à nous désormais de poursuivre cette lutte pour vivre dans ce territoire traditionnel dont nous avons été chassés par des envahisseurs. Dans les années 1940 et 1950, mon père, mon grand-père, toute ma famille vivaient là-bas mais ils ont dû s'enfuir, parce que le frère du cacique Raoni a été assassiné. Aujourd'hui, nous souhaitons retourner vivre sur nos terres mais cela requiert une délimitation du territoire, et c'est pour cela que je vous demande de nous soutenir auprès des autorités brésiliennes.

Nos caciques vieillissent. L'expérience et les connaissances de l'ancienne génération risquent de se perdre. Tout au long de sa vie, mon grand-père a insisté sur l'importance de renforcer l'éducation dans nos territoires, afin que les jeunes indigènes puissent connaître et transmettre notre culture, et qu'ils puissent aussi découvrir la culture de l'homme blanc, cette culture trop forte, qui impacte nos langues, nos chants, nos habitudes. Aussi nous devons la comprendre pour être capables de nous défendre et d'expliquer nos besoins. C'est aussi la raison de ma présence en France. Mon grand-père m'a chargé de transmettre ce message, et ma communauté reconnaît mon rôle de représentant de notre peuple, ce qui me remplit d'honneur et de fierté.

Le président Lula a créé le ministère des peuples indigènes, ce qui semblait être une excellente nouvelle. Cependant, ce ministère manque des moyens nécessaires pour mener des actions concrètes. Je m'interroge même sur la raison de sa création. S'agissait-il simplement de permettre à un ministre de voyager à travers le monde ? Il serait bien plus pertinent d'apporter une aide réelle aux peuples indigènes, de réunir les caciques, d'organiser la lutte.

Les députés français peuvent nous aider en exerçant une pression sur les autorités brésiliennes pour garantir nos droits, ceux inscrits dans la Constitution de 1988. Actuellement, de nombreuses lois en discussion au Brésil prévoient d'affaiblir les droits des peuples autochtones, en particulier une loi à laquelle nous nous opposons fermement parce que son adoption aurait des conséquences graves sur la vie même des peuples indigènes.

Nous sommes les premiers habitants du Brésil. Il est important d'en avoir conscience. Nous avons le droit d'exister et de vivre en paix sur nos terres. Je vous remercie d'entendre notre appel.

M. le président Bruno Fuchs. Nous entendons bien évidemment cet appel et nous ne manquerons pas de le relayer auprès du président Lula, qui sera à Paris demain.

Pourriez-vous nous expliquer la nature et l'origine des lois qui portent atteinte aux droits des peuples autochtones ? Sont-elles le fruit d'une volonté politique de légiférer à l'encontre des intérêts de votre peuple ?

Cacique Tau Metuktire. Je ne connais pas très bien le fonctionnement de la politique brésilienne. Je sais qu'il existe des partis de droite et de gauche, et que certains députés nous soutiennent, d'autres non. Ce sont ces derniers qui cherchent à créer des lois visant à réduire nos territoires, à favoriser l'extinction de nos langues et de nos cultures.

M. le président Bruno Fuchs. Je voudrais également avoir une pensée pour votre grand-père, le cacique Raoni, qui aujourd'hui doit avoir entre 90 et 95 ans. Nous n'avons pas oublié le rôle qu'il a joué durant des décennies dans la lutte pour la reconnaissance de vos droits.

Pour ouvrir le débat, je donne en premier la parole à M. Roumégas, qui est à l'initiative de cette rencontre.

M. Jean-Louis Roumégas (EcoS). Je vous remercie, monsieur le président, d'accueillir un porte-parole des peuples autochtones à l'égal d'un représentant d'État. Les peuples autochtones doivent être respectés pour eux-mêmes mais aussi parce qu'ils sont des gardiens de la terre. Nous sommes donc très honorés par la présence du cacique Tau Metuktire.

Dans son discours d'investiture en 2023, le président Lula a affiché des positions écologiques ambitieuses. Depuis, les progrès sont notables, notamment dans le contrôle du déboisement illégal, puisque la déforestation en Amazonie aurait diminué de 60 % par rapport aux années précédentes. Toutefois, il est permis de s'interroger sur la réalité de l'action du gouvernement brésilien. En effet, derrière cet effort contre le déboisement illégal se cachent des projets écocidaires. Ainsi le président Lula soutient la prospection pétrolière offshore, au large de l'embouchure de l'Amazone, et la réhabilitation d'une route transamazonienne, deux projets catastrophiques sur le plan écologique et rejetés par l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama). La question du traité de non-prolifération des recherches offshore sera d'ailleurs posée à la France à l'occasion de la troisième conférence des Nations unies sur l'océan (UNOC 3) et j'espère qu'elle prendra des engagements sur ce point.

Au regard de ces contradictions, j'aimerais demander au cacique Tau Metuktire quel bilan il dresse de la politique de Lula. Quel impact concret cette politique a-t-elle sur les territoires et la vie des peuples autochtones ?

Cacique Tau Metuktire. Le président Lula a invité mon grand-père à sa cérémonie d'investiture en 2023. Il a créé le ministère des peuples indigènes et a placé une présidente indigène à la tête de la Fondation nationale des peuples indigènes (Funai). Mais son action s'est limitée à cela. La Funai ne dispose pas des ressources nécessaires à son action.

Les caciques se sont accordés pour dire au président Lula leur opposition au projet d'exploitation de pétrole à l'embouchure de l'Amazone mais j'ignore si ces protestations ont porté leur fruit. Nous souffrons du manque de transparence relatif à ces processus. Rien n'est clair et nous sommes tenus à l'écart.

Nous sommes aussi rendus très inquiets par un autre projet consistant à faire passer une ligne ferroviaire à proximité de nos territoires. Ouvrir une ligne de chemin de fer, c'est pratiquer une entrée sur nos territoires qui favorisera une incursion de pâturages ou de plantations. Mais nous ne parvenons pas non plus à faire entendre notre voix et notre opposition à ce projet.

Mme Éléonore Caroit (EPR). Votre présence ici, cacique Tau Mekturire, est un honneur et un symbole. Dans quelques jours, la France accueillera l'UNOC 3 et l'océan est un sujet que nous avons en commun avec l'Amazonie. Le président Lula sera présent à cette conférence et nous attendons de lui qu'il prenne un certain nombre d'engagements.

Nous avons entendu votre appel et, en tant que députée des Français d'Amérique latine et des Caraïbes mais aussi en tant que députée d'une nation amazonienne – la France –, je puis vous assurer que nous prenons très au sérieux vos revendications. Il nous appartient de transmettre votre message au président brésilien mais aussi aux ministres et aux députés brésiliens qui composeront sa délégation à l'UNOC 3.

Vous avez déploré que la ministre des peuples indigènes, Mme Sônia Guajajara, voyage beaucoup mais n'agisse pas suffisamment. Qu'attendez-vous d'elle concrètement ? De manière plus générale, pensez-vous que les peuples autochtones sont bien représentés dans les négociations internationales ? Si ce n'est pas le cas, de quelle manière pouvons-nous vous aider ?

Cacique Tau Metuktire. C'est mon grand-père, Raoni, qui a suggéré au président Lula le nom de Mme Sônia Guajajara pour le poste de ministre des peuples indigènes, de même qu'il a choisi Mme Joenia Wapichana pour présider la Funai.

Nous attendons de la ministre, lorsqu'elle rentre d'un voyage, qu'elle vienne nous voir et nous explique ce qu'elle a fait. Nous attendons également d'elle qu'elle réunisse les chefs indigènes et qu'elle écoute leurs revendications. Le Brésil, vous le savez, est un pays immense. Au Nord, au Sud, au Nordeste vivent différents peuples indigènes qui sont éloignés de l'information et se sentent abandonnés. Nous avons le sentiment que la ministre et la présidente de la Funai gardent les informations pour elles.

Nous attendons du président Lula qu'il fasse preuve de davantage de fermeté dans ses débats avec les parlementaires brésiliens mais aussi face à la Cour suprême. Nous avons en effet l'impression que les députés, les sénateurs et les juges dictent leur loi sur les sujets

qui nous concernent. Nous souhaitons également que le président renforce le rôle de la Funai et de l'Ibama, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Nous menons notre lutte sans avoir toutes les informations dont nous avons besoin. Nous sommes obligés d'aller chercher nous-mêmes les informations sur les sujets qui nous concernent et, quand nous découvrons la réalité, nous sommes très inquiets.

Mme Pascale Got (SOC). Au nom du groupe socialiste, je tiens à vous exprimer notre sincère gratitude pour votre présence, qui nous honore profondément. Vous incarnez la voix d'un peuple qui, depuis des décennies, se bat pour la protection de la forêt amazonienne. L'engagement de votre grand-père a véritablement éveillé les consciences à l'échelle mondiale, et voir une nouvelle génération reprendre le flambeau, portant une parole autochtone à la fois enracinée et contemporaine, est source d'espoir.

Votre combat est souvent réduit à la seule cause environnementale. Or vous protégez bien plus que des écosystèmes : vous protégez des territoires vivants, des équilibres et des savoir-faire précieux que le monde occidental tend à oublier. Vous menez cette lutte, nous l'avons bien perçu, parfois au péril de votre sécurité, de votre liberté, de votre vie, sans que votre rôle soit reconnu à sa juste valeur. Votre peuple montre une voie alternative : celle de la gestion durable des ressources, de la transmission et de la vigilance sur le terrain.

J'aimerais vous poser deux questions, en espérant que vous puissiez y répondre malgré ce manque d'informations que vous évoquez. Premièrement, la feuille de route sur la bio-économie et la protection des forêts tropicales, adoptée conjointement par la France et le Brésil, stipule qu'une place centrale doit être accordée aux femmes, aux hommes et aux enfants des peuples autochtones et des communautés locales dans les prises de décision. Cette disposition est-elle effectivement mise en œuvre ?

Ma seconde question porte sur le Mercosur : le refus de la France de signer cet accord de libre-échange commercial peut-il contribuer au respect et à la protection de votre peuple ?

Cacique Tau Metuktire. Nous devons constamment nous adapter à des transformations et à de nouvelles lois qui, de plus en plus, portent atteinte à nos droits. À cet égard, le Mercosur constitue un enjeu majeur et suscite de vives inquiétudes au sein de nos communautés.

La production de maïs et de soja dans nos territoires a toujours fait l'objet d'un contrôle rigoureux. Or nous redoutons que le Mercosur n'encourage une expansion de la production au détriment de la forêt. Les grands producteurs déjà établis à proximité de nos territoires chercheront inévitablement à accroître leur production, et pour cela feront usage de manière toujours plus massive de pesticides, véritables poisons qui contaminent inéluctablement les cours d'eau traversant nos terres. La pollution des fleuves est croissante, et l'accès à l'eau potable ne nous est pas toujours garanti. Cette situation représente un danger considérable pour nos communautés, et force est de constater que le gouvernement n'agit pas suffisamment face à cette menace.

Il est important de rappeler le rôle fondamental de la forêt dans la purification de l'air que nous respirons. Certains individus, parce qu'ils sont uniquement motivés par l'appât du gain, négligent les conséquences désastreuses de l'exploitation forestière sur les populations locales.

M. Michel Guiniot (RN). Au nom de mon groupe politique, je tiens à vous remercier, chef Tau, de venir à la rencontre des députés représentant le peuple français pour partager votre vision sur les enjeux de préservation de la biodiversité, de protection de la forêt et de défense des droits des peuples autochtones. Nous sommes aussi confrontés à des problèmes de défense des peuples autochtones en France mais je ne m'étendrai pas sur ce sujet.

Nous soutenons pleinement votre combat pour l'avenir de votre peuple mais la situation en Amazonie est alarmante, avec le remplacement progressif des forêts ancestrales par des cultures de soja et l'élevage bovin intensif. Les peuples autochtones font face à des défis toujours plus complexes pour préserver leurs traditions, leur identité et, surtout, leurs terres, face à l'appétit d'industriels étrangers attirés par les richesses de vos territoires.

Chef Tau, vous redoutez légitimement que les peuples autochtones et leurs terres soient supplantés par des plantations industrielles, et que votre culture millénaire soit effacée par une agriculture industrielle sous organismes génétiquement modifiés (OGM), pourrait-on dire. Dès lors, que pouvons-nous faire pour vous aider ?

Vous militez depuis des années contre le recours à l'hydroélectricité à grande échelle dans les politiques de développement énergétique, afin de protéger tant les populations que les écosystèmes. Pensez-vous qu'un parallèle puisse être établi avec le développement croissant des éoliennes en France ?

Enfin, quelle est votre position sur les négociations en cours avec l'Union européenne autour du Mercosur ? Mon groupe politique s'y oppose fermement. Estimez-vous que notre position soit justifiée au regard de l'avenir de votre peuple ?

Cacique Tau Metuktire. Durant des décennies, mon grand-père a mené la lutte. Il était jeune, il était fort, il a toujours combattu en dépit des risques et, aujourd'hui, nous, les jeunes, allons assurer la relève.

Mais nous ne connaissons pas avec précision les projets d'implantation des grandes entreprises, qui mettent en danger la vie des peuples autochtones. Nos connaissances se transmettent oralement, de génération en génération, par nos parents et grands-parents. Votre approche du savoir est très différente de la nôtre. Vous pouvez faire des études et en savoir davantage sur des grands projets industriels ou agricoles avantageux pour les grandes entreprises mais désastreux pour les populations locales. Aussi nous avons besoin de votre aide, de vos informations pour connaître leurs conséquences sur la vie des peuples autochtones. Nous comptons sur vous.

Nous avons anticipé les conséquences désastreuses de la construction de grands barrages. Aujourd'hui, nous constatons que nos alertes étaient justifiées : les fleuves sont asséchés, les poissons ont disparu et l'eau est contaminée. Certes, ces barrages produisent de l'énergie mais des alternatives existent. Les panneaux solaires, notamment, offrent une solution viable pour l'accès à l'énergie.

M. le président Bruno Fuchs. Pour rebondir sur l'une des questions de M. Guiniot, quel est votre avis sur les éoliennes, qui fournissent de l'énergie mais modifient également le paysage ?

Cacique Tau Metuktire. J'ai vu à la télévision des éoliennes installées au Brésil mais je n'ai jamais eu l'occasion de les voir de près. J'ai l'intention de me rendre sur place pour les observer et me forger une opinion.

En revanche, je connais les panneaux solaires et je pense qu'ils représentent une excellente solution, parce qu'ils ne génèrent aucune pollution. J'en ai d'ailleurs installé chez moi.

M. Davy Rimane (GDR). Je suis député de la Guyane, en Amérique du Sud, un département voisin de l'État brésilien de l'Amapá. Je rappelle que la France partage avec le Brésil sa plus longue frontière terrestre, qui s'étend sur 700 kilomètres.

Contrairement à d'autres nations, la France n'a pas encore ratifié la convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) relative aux peuples indigènes et tribaux. Or cette ratification est nécessaire pour que les six peuples autochtones de Guyane puissent faire valoir leurs droits. En outre, l'État français n'a toujours pas restitué à ces peuples autochtones les 400 000 hectares qu'il devait leur attribuer en vertu de l'accord signé en 2017.

Les peuples autochtones de Guyane sont exclus des sphères de décision et n'ont aucune prise sur des projets qui les concernent pourtant au premier chef. Ainsi, des panneaux solaires ont été installés en toute discrétion et sans leur accord préalable dans un territoire bénéficiant du statut de zone de droits d'usage collectif (ZDUC).

J'aimerais demander au cacique Tau Metuktire si, au Brésil, les représentants des peuples autochtones sont associés aux décisions politiques, ou seulement consultés. S'ils disposent d'un pouvoir de décision, à quel niveau sont-ils en mesure de l'exercer ? Des consultations sont-elles obligatoires avant de lancer un grand projet ?

J'aimerais par ailleurs appeler mes collègues à une forme d'humilité dans leurs prises de parole : jusqu'à preuve du contraire, le Brésil est un pays souverain et, en dépit de nos déclarations, il reste seul maître de ses décisions. Je me permets de dire cela parce que, en tant que Guyanais, je connais les réalités décrites par le cacique Tau Metuktire. Et je sais par expérience combien, même pour le député de la nation que je suis, il est difficile de se faire entendre dans l'Hexagone lorsque l'on évoque les réalités de nos territoires.

Cacique Tau Metuktire. Nous cherchons à comprendre la manière dont les hommes blancs fonctionnent. Certains chefs de peuples autochtones participent à des rencontres politiques et avec un ministère dont l'action, je l'ai dit, manque d'efficacité. La ministre brésilienne dispose du pouvoir d'organiser les peuples autochtones pour une prise de décision collective mais, dans les faits, cela ne se produit pas.

La convention 169 de l'OIT définit les protocoles de consultation pour chaque peuple autochtone. En ce qui concerne mon peuple, nous avons déjà clôturé ce processus pour cette année. Ces protocoles représentent de véritables outils pour mener notre combat. Mais je sens un manque de soutien et un manque de communication pour donner de la valeur à notre action.

M. le président Bruno Fuchs. Pensez-vous que la ministre, dont la nomination a été suggérée par votre grand-père, défend véritablement vos intérêts au-delà de la simple communication ? Ou bien est-elle plutôt encline à défendre les intérêts de l'État central et du gouvernement ? Comment percevez-vous son action ?

Cacique Tau Metuktire. Avant d'accéder au poste de ministre, Mme Sônia Guajajara défendait activement les droits des peuples autochtones mais, depuis qu'elle occupe son poste, son pouvoir d'action semble limité. Elle peine à mobiliser efficacement les peuples autochtones et la situation semble au point mort, alors qu'elle a été choisie par les peuples autochtones pour défendre leurs intérêts. Nous avons du mal à suivre ses actions et nous manquons d'informations. C'est précisément la raison de ma présence parmi vous aujourd'hui, car je pense que votre aide serait précieuse pour renforcer les canaux de communication.

M. Frédéric Petit (Dem). Je tiens tout d'abord à vous remercier, monsieur le président et M. Roumégas, pour avoir rendu possible cet échange passionnant.

J'aimerais d'abord demander au cacique s'il estime que le Mercosur a engendré des déséquilibres concrets dans son territoire.

Ensuite, le cacique a évoqué en début de séance la question centrale de la définition des territoires et de leur délimitation, en rappelant que son territoire n'était actuellement pas reconnu dans ce que nous appellerions des frontières. Cette problématique est-elle spécifique au peuple Kayapo ou bien concerne-t-elle l'ensemble des peuples autochtones ? Existe-t-il des différences entre les peuples autochtones, les territoires de certains étant peut-être mieux reconnus et délimités que d'autres ?

Cacique Tau Metuktire. Votre question est particulièrement pertinente. Ma connaissance approfondie du territoire de mon peuple me permet d'en parler avec précision mais je sais aussi que d'autres peuples autochtones sont confrontés à des problématiques similaires aux nôtres. Seuls quelques-uns d'entre nous ont l'opportunité de voyager et de s'exprimer à l'étranger, comme je le fais ici. C'est pourquoi il m'appartient de représenter tous les autres peuples autochtones, de porter ainsi la voix de ceux qui n'ont pas la possibilité d'être présents ici, poursuivant ainsi le travail initié par mon grand-père. Nous devrions pouvoir collaborer et parler d'une seule voix mais le soutien nécessaire fait défaut. Cependant, lorsque j'évoque l'action du gouvernement brésilien actuel, je m'exprime au nom de tous les peuples indigènes du Brésil.

Le Mercosur existe depuis longtemps mais je dois admettre que nous n'en avons jamais vraiment saisi toutes les implications. Ce projet a été décidé par des hommes politiques, sans véritable participation de notre part au processus. Cet accord nous avait été présenté comme un moyen de protection de nos terres et de nos cultures mais force est de constater que ce n'est pas le cas. La situation ne cesse de s'aggraver et je m'interroge sur la manière dont les responsables politiques envisagent de l'améliorer. Notre incapacité à comprendre et à accéder aux négociations entourant ce type d'accord constitue notre principal sujet de préoccupation.

Mme Laetitia Saint-Paul (HOR). En préparant cette audition, Excellence, j'ai eu l'opportunité de rencontrer des spécialistes passionnés par votre combat, notamment l'ethnologue Patrick Bernard, président de la fondation Anako à Saumur, qui pour désigner les peuples autochtones utilise l'expression « *peuples racines* ». Je trouve cette formulation très belle car elle nous rend comptables de votre destinée.

M. Bernard m'a sensibilisée au fait que le ministère brésilien des peuples indigènes ne reconnaît que dix territoires homologués, ce qui est dérisoire. Je souhaite savoir comment

nous pourrions vous aider dans ce processus d'homologation et d'extension des territoires des peuples autochtones.

M. Bernard m'a également fait part d'une certaine déception concernant la stratégie nationale française contre la déforestation importée, en vigueur depuis 2018. Il me semble pertinent que notre commission établisse un bilan des effets de cette stratégie.

J'ai aussi eu l'occasion d'échanger avec Pierre Gay, l'auteur d'*Une promesse de nature : du zoo au bioparc, une révolution*, dans lequel il insiste sur l'impossibilité de protéger la nature, la biodiversité et notre environnement sans protéger les populations qui habitent ces terres. La COP30, qui se tiendra au Brésil en novembre, comporte un important volet social allant dans ce sens, reconnaissant que la protection de la nature est indissociable de la protection des hommes. Je souhaite savoir si cette approche produit des résultats concrets et efficaces.

Cacique Tau Metuktire. Actuellement, la délimitation des territoires est insuffisante et le gouvernement se contente de nous expliquer que le processus est en cours. Or il se doit de mener à bien cette démarche, qui protège les peuples autochtones. À ma connaissance, le processus d'homologation est abouti dans très peu de territoires. Les communautés dont les territoires sont délimités expriment une grande satisfaction, tandis que celles dont les territoires ne le sont pas vivent dans un état de désespoir.

La question de la délimitation et de l'homologation des territoires explique notre présence aujourd'hui : il est primordial que la voix des peuples autochtones soit entendue au moment où les Français participent à des négociations avec les autorités brésiliennes. Je sais combien la conclusion d'accords visant à enrichir les pays est importante pour vous, parce que la consommation est au cœur de votre mode de vie. Le nôtre est différent mais il mérite aussi le respect. Je suis ici aujourd'hui pour lancer un appel, pour faire comprendre à tous que la forêt n'est pas un espace vide. Elle abrite des populations qui en dépendent pour leur survie.

La COP30 est un grand rassemblement mondial et nous y participerons. Les jeunes, les femmes, les hommes : nous serons tous présents pour présenter notre culture, notre langue et parler de notre territoire.

M. Aurélien Taché (LFI-NFP). Cacique, nous gardons tous à l'esprit le combat initié par votre grand-père Raoni, figure charismatique et emblématique en France, pour la protection de la forêt amazonienne et les droits du peuple Kayapo. Notre groupe politique considère que les populations autochtones constituent le premier maillon dans la préservation de la forêt, des écosystèmes et du vivant. La protection de leurs droits et de leurs modes de vie doit par conséquent constituer un principe fondamental.

Comme l'a souligné M. Rimane, la France est également une nation amazonienne. À ce titre, elle disposerait d'une forte légitimité pour faire entendre une position plus ambitieuse au président Lula, si toutefois elle se montrait elle-même exemplaire. M. Rimane a évoqué la convention 169 de l'OIT, ainsi que la lutte des six peuples autochtones présents en Guyane française – les Teko, les Wayana, les Wayãpi, les Paykweneh, les Arawak-Lokono et les Kali'na – pour obtenir les 400 000 hectares que la France s'est engagée à leur restituer. J'aimerais savoir si et de quelle manière les peuples autochtones brésiliens s'associent à ce combat. Quels mécanismes seraient à même, selon vous, d'accélérer et de rendre plus efficaces les restitutions de terres en Guyane ?

Cacique Tau Metuktire. Je pense qu'il est important d'apprendre, de comprendre et de partager la connaissance et l'expérience des autres peuples. Comme je l'ai indiqué, notre objectif consiste à renforcer les liens qui nous unissent aux autres peuples autochtones d'Amazonie.

Le gouvernement français se doit de respecter les peuples autochtones de Guyane, leur culture et leur mode de vie. Les territoires constituent le fondement même de l'existence de ces peuples. Cependant, nous ne pouvons pas nous limiter à nos territoires car nous avons besoin d'informations et de connaissances pour les protéger efficacement. C'est pourquoi l'accès aux technologies est crucial pour contrôler et préserver nos terres.

Je dois admettre que je ne connais pas personnellement les peuples autochtones de Guyane et que je n'ai jamais visité la Guyane française. J'ai vu le territoire sur une carte mais je n'y suis jamais allé. Je pense qu'il serait enrichissant pour tous d'établir des échanges entre nos peuples, de comprendre leurs luttes, de partager nos expériences et peut-être même d'échanger des technologies.

M. le président Bruno Fuchs. Monsieur Rimane, vous venez de recevoir une invitation claire et publique.

M. Davy Rimane (GDR). Je la saisis et vous adresse à mon tour, cacique, une invitation formelle : vous accueillir aux côtés des six peuples autochtones de Guyane serait un honneur.

Je rappelle à mes collègues parlementaires l'existence du G9, créé par les peuples autochtones de neuf pays d'Amazonie, dont la Guyane fait partie, aux côtés du Brésil. Nous serions enchantés d'organiser un rassemblement du G9 en Guyane, en particulier à l'occasion de la saison France-Brézil, et de vous recevoir, cacique, à l'occasion d'un tel événement.

Mme Christine Engrand (NI). Cacique, je tiens à vous remercier d'être présent parmi nous. Vous portez un combat ancestral pour la justice, la nature et la dignité, auquel nous avons le devoir de répondre avec respect et responsabilité.

L'Amazonie, souvent qualifiée à juste titre de « poumon de la planète », est en danger. En 2024, si le taux de déforestation a reculé de 30,6 %, selon les chiffres officiels, les incendies ont ravagé plus de 30 millions d'hectares de végétation. Face à cette situation, les peuples autochtones constituent un rempart essentiel contre la destruction. Pourtant, comme vous venez de l'évoquer, vos droits sont fréquemment bafoués. La France a une responsabilité dans ce domaine. Quel message souhaiteriez-vous transmettre au président Lula lors de sa prochaine visite en France ?

Cacique Tau Metuktire. Le message à transmettre au président Lula est une demande de respect vis-à-vis des peuples autochtones. Il doit également entendre que le ministère des peuples indigènes doit être renforcé, afin qu'il puisse être plus dynamique et plus proche des communautés autochtones. De même, il est impératif que la Funai bénéficie de davantage de ressources pour mener à bien sa mission. Les beaux discours ne suffisent pas. L'essentiel est de s'engager véritablement dans la préservation.

Mme Céline Hervieu (SOC). C'est pour nous un immense honneur, cacique, de vous accueillir aujourd'hui parmi nous. Votre travail et votre combat sont d'une importance capitale. En tant que franco-brésilienne, je suis particulièrement heureuse d'être en votre

présence aujourd'hui. Et en ma qualité de présidente du groupe d'amitié France-Brésil, je tiens à souligner l'importance du travail que nous menons sur les enjeux transfrontaliers.

Nous avons récemment reçu des jeunes représentants des peuples Suruí et Guarani, qui nous ont alertés sur la persistance d'affrontements armés sur leurs territoires, principalement liés à l'orpaillage illégal. La situation est particulièrement alarmante : d'un côté, des communautés indigènes largement désarmées et vulnérables ; de l'autre, des orpailleurs lourdement armés qui menacent directement leur existence. Les chiffres sont éloquents : 363 indigènes sont décédés en 2023, 343 en 2022. Pouvez-vous nous éclairer davantage sur cette situation dramatique ?

Par ailleurs, la saison culturelle France-Brésil pourrait favoriser, au-delà du plaidoyer politique sur la préservation de l'environnement, la richesse et la diversité culturelle des communautés indigènes. Êtes-vous informé sur le déroulement de cet événement ? Et, si oui, estimez-vous que la représentation de ces communautés soit satisfaisante ? De manière plus générale, comment améliorer la connaissance de vos spécificités culturelles et de vos savoir-faire ancestraux, en tenant compte de leur grande diversité ?

Cacique Tau Metuktire. Les communautés autochtones souffrent terriblement de l'orpaillage, qui menace directement leur survie. Il est impératif d'aborder ce sujet lors des discussions avec les autorités brésiliennes. Nous avons uni nos forces pour lutter contre ce fléau mais le combat est très difficile et nécessite votre soutien. Sans une mobilisation internationale, nous ne pourrions pas surmonter ce défi car nos forces sont trop faibles face à ce phénomène qui, s'il perdure, pourrait compromettre l'existence même des peuples autochtones au Brésil. Le gouvernement brésilien doit également intensifier ses efforts dans ce domaine.

Vous avez évoqué un autre sujet, madame la députée, mais je ne dispose pas d'informations suffisantes pour vous répondre. Je vous promets de me renseigner à ce sujet.

M. le président Bruno Fuchs. En l'absence d'autres interventions, je tiens à vous exprimer notre profonde gratitude, cacique Tau Metuktire, pour votre participation à cette réflexion sur les populations autochtones. Votre présence a enrichi nos discussions, non seulement sur votre communauté mais aussi sur l'ensemble des peuples autochtones dans le monde, particulièrement en Amazonie. Nous avons également pris note des références aux populations françaises, notamment en Guyane, où des engagements restent à concrétiser, bien que ces sujets ne relèvent pas à proprement parler de notre commission.

Cacique, souhaitez-vous ajouter un dernier mot avant de clore cette audition ?

Cacique Tau Metuktire. Je suis profondément honoré d'avoir pu représenter ici mon grand-père et l'ensemble des peuples autochtones du Brésil. Votre invitation m'a permis d'exposer la réalité de nos vies et de solliciter votre soutien. Je vous remercie chaleureusement et vous dis à bientôt.

M. le président Bruno Fuchs. Il me reste à encourager les membres de notre commission à relayer vos messages, auprès du président Lula pour ceux qui auront l'occasion de rencontrer, et aux autorités brésiliennes à la faveur de l'UNOC 3 à Nice et de la COP30 à Belém.

M. Jean-Louis Roumégas (EcoS). Permettez-moi d'ajouter que le cacique sera salué dans l'hémicycle à 14 heures par la présidence de l'Assemblée nationale.

M. le président Bruno Fuchs. Et moi de vous remercier à nouveau, monsieur Roumégas, d'avoir pris l'initiative de cet échange particulièrement enrichissant avec le cacique.

La séance est levée à 12 h 35.

Membres présents ou excusés

Présents. - M. Pieyre-Alexandre Anglade, Mme Véronique Besse, M. Guillaume Bigot, M. Jérôme Buisson, Mme Eléonore Caroit, M. Sébastien Chenu, Mme Sophia Chikirou, Mme Christelle D'Intorni, M. Alain David, Mme Sylvie Dezarnaud, M. Nicolas Dragon, Mme Stella Dupont, Mme Christine Engrand, M. Frédéric Falcon, M. Marc de Fleurian, M. Nicolas Forissier, M. Bruno Fuchs, M. Julien Gokel, Mme Pascale Got, M. Michel Guiniot, M. Stéphane Hablot, M. Michel Herbillon, Mme Céline Hervieu, M. François Hollande, M. Vincent Jeanbrun, M. Alexis Jolly, M. Xavier Lacombe, Mme Constance Le Grip, M. Jean-Paul Lecoq, M. Vincent Ledoux, Mme Élisabeth de Maistre, M. Laurent Mazaury, Mme Sophie Mette, M. Frédéric Petit, M. Kévin Pfeffer, M. Jean-François Portarrieu, M. Stéphane Rambaud, M. Franck Riester, M. Davy Rimane, M. Jean-Louis Roumégas, Mme Laetitia Saint-Paul, Mme Sabrina Sebaihi, M. Aurélien Taché, M. Vincent Trébuchet, M. Lionel Vuibert

Excusés. - Mme Nadège Abomangoli, M. Hervé Berville, M. Bertrand Bouyx, M. Pierre-Yves Cadalen, M. Marc Fesneau, M. Perceval Gaillard, Mme Sylvie Josserand, Mme Brigitte Klinkert, Mme Amélia Lakrafi, M. Arnaud Le Gall, Mme Marine Le Pen, Mme Alexandra Masson, Mme Mathilde Panot, M. Pierre Pribetich, Mme Laurence Robert-Dehault, Mme Marie-Ange Rousselot, Mme Michèle Tabarot, Mme Liliana Tanguy, M. Laurent Wauquiez, Mme Estelle Youssouffa

Assistait également à la réunion. - M. Olivier Faure